

Budget du Pentagone et influence américaine

Par Yves Bélanger
Professeur au département de
science politique de l'UQAM

À moins d'un rebondissement, les compressions budgétaires prévues par la loi adoptée l'an dernier par le Congrès des États-Unis va frapper avec toute sa rigueur en janvier 2013. Cette loi devrait se traduire par des réductions d'au moins 500 milliards de dollars sur 5 ans dans le budget de la défense, imposant donc une compression de 10% par an, ce qui, à terme, situerait le budget de Pentagone à son niveau de 2001.

Une telle action peut-elle affecter l'équilibre des forces à l'échelle internationale? La chose est peu probable. Il faut notamment rappeler que l'investissement militaire américain a toujours fluctué. Il est vrai qu'en 2010 les États-Unis ont été à l'origine de 45% des dépenses militaires mondiales, mais il faut aussi se souvenir que ce ratio était de 38% en 2001 et à même été inférieur à ce chiffre à différentes périodes dans le passé. Bien qu'on ne connaisse pas le niveau des dépenses des autres puissances, on peut tout

de même présumer raisonnablement que si les compressions prévues pour la période 2013-2018 s'appliquent, la part des dépenses mondiales redevable au budget américain se situera entre 35% et 40%. Rien d'inédit donc et, surtout, rien qui ne soit susceptible de nous annoncer un renversement de dynamique à l'échelle planétaire.

Tout dépendra en fait du plan de match à long terme. En effet, si le niveau budgétaire atteint en 2018 devait s'installer durablement, il est probable que le rapport de force militaire actuellement favorable aux États-Unis finirait par être affecté. Pour l'instant rien n'indique qu'il en ira ainsi. En fait, l'analyse du tracé budgétaire américain nous enseigne que les périodes de contraction des dépenses sont habituellement suivies de phases de croissance rendues nécessaires par les réinvestissements dans les équipements. Compte tenu des annulations de programme à prévoir au cours des prochaines années, on peut déjà affirmer que la pression émanant des institutions militaires sera très forte dans cinq ans et que les autorités politiques devront lui trouver une réponse.